Document généré le 12 oct. 2024 05:18

Recherches sociographiques

La représentation idéologique des classes au Canada français

Fernand Dumont

Volume 6, numéro 1, 1965

Les classes sociales au Canada français

URI : https://id.erudit.org/iderudit/055246ar
DOI : https://doi.org/10.7202/055246ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Dumont, F. (1965). La représentation idéologique des classes au Canada français. *Recherches sociographiques*, *6*(1), 9–22. https://doi.org/10.7202/055246ar

Résumé de l'article

Dans une étude récente, Henri Lefebvre propose de distinguer la *conscience,* le *psychisme* et *Y idéologie* de classe. La spécificité de l'idéologie par rapport aux deux autres composantes apparaît aisément. D'une part, ses fabricateurs sont généralement extérieurs aux classes impliquées. D'autre part, l'idéologie se fonde avant tout sur le besoin de donner cohérence à des situations. D'où vient cette exigence de cohérence ? D'abord, sans doute, du souci de fournir une représentation quelconque des rapports de la conscience de classe et du psychisme de classe. Mais aussi de la nécessité de mettre en relations le système de classes et la société globale.

Insistons sur cette dernière proposition : elle indique le cadre de l'analyse qui va suivre. On peut postuler qu'il est particulièrement important, pour la société globale, de ramener les classes à une quelconque systématisation fonctionnelle, car leur existence est, pour elle, le défi le plus grand. Songeons, par exemple, à la nation. Se représenter la collectivité en termes ethniques ou en termes de classes : n'est-ce point une des questions, un des problèmes les plus décisifs qui tourmentent l'Occident depuis des siècles et qui ont gagné maintenant les pays en voie de développement ?

Le conflit mérite d'autant plus de nous retenir que la distinction des trois éléments des classes que nous avons évoqués paraît être tout aussi valable et même nécessaire pour la société globale elle-même. Ici encore on pourrait parler de *conscience,* de *psychisme* et *d'idéologie* de la nation. De même, la fonction intégratrice des idéologies est primordiale. Car on ne saurait rendre compte de la cohésion qu'implique la nation en évoquant seulement un vague sentiment d'appartenance. Par ailleurs, les facteurs dits « objectifs » (comme la langue, la religion, l'organisation politique) varient d'une nation à l'autre, et même, pour une nation donnée, selon les phases historiques. Et les groupements, à l'intérieur d'une nation, ne sont pas toujours d'accord sur les mêmes facteurs d'intégration : on pense, par exemple, aux perpétuelles discussions sur la nation canadienne-française et sur la nation canadienne. D'où la fonction déterminante des idéologies qui réunissent, dans une sorte de « théorie », des conditions préalables comme la communauté de langue, de religion, etc., tout en se nourrissant de la conscience diffuse de traits distinctifs et d'une relative opposition à des autrui (c'est-à-dire, à d'autres nations).

Le problème ainsi posé est particulièrement passionnant si on le traduit dans le contexte canadien-français. Nous sommes devant une nation qui s'est donné ses premières définitions idéologiques d'elle-même au moment où elle était encore une « société paysanne ». Elle a subi ensuite, à un rythme extrêmement rapide, l'impact de l'industrialisation. Si on ajoute à cela un angoissant voisinage avec l'Anglais et l'Américain, beaucoup plus riches et maîtres du pouvoir économique, on admettra qu'il s'agit d'un très beau cas où devraient nous apparaître certains mécanismes exemplaires de syncrétisme dans les définitions idéologiques des classes et de la société globale.

Durant un siècle — en gros, des années 1840 aux lendemains de la dernière guerre — une idéologie très organique a régné ici presque sans conteste. Nous ne reprendrons pas ici la démonstration du caractère unitaire de cette idéologie ; nous l'avons esquissée dans d'autres travaux et, d'ailleurs, il existe à ce sujet une certaine unanimité des chercheurs canadiens-français. Nous nous attacherons plutôt, dans une première partie, à éclairer la constitution de cette idéologie et à repérer ses définiteurs en tâchant de déceler leur allégeance de classe. Nous analyserons brièvement, dans une deuxième partie, les grands thèmes de cette idéologie, en dégageant naturellement surtout la représentation des classes. Nous tâcherons enfin, dans une brève section finale, de formuler quelques hypothèses sur les remaniements impliqués par la crise profonde que traverse actuellement le Canada français. Nous nous imposerons ainsi un long détour historique, mais celui-ci est suggéré par la nature même du phénomène qui nous intéresse.

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1965

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA REPRÉSENTATION IDÉOLOGIQUE DES CLASSES AU CANADA FRANÇAIS

Dans une étude récente, Henri Lefebvre propose de distinguer la *conscience*, le *psychisme* et l'*idéologie* de classe.[1] La spécificité de l'idéologie par rapport aux deux autres composantes apparaît aisément. D'une part, ses fabricateurs sont généralement extérieurs aux classes impliquées. D'autre part, l'idéologie se fonde avant tout sur le besoin de donner cohérence à des situations. D'où vient cette exigence de cohérence ? D'abord, sans doute, du souci de fournir une représentation quelconque des rapports de la conscience de classe et du psychisme de classe. Mais aussi de la nécessité de mettre en relations le système de classes et la société globale. Insistons sur cette dernière proposition : elle indique le cadre de l'analyse qui va suivre.

On peut postuler qu'il est particulièrement important, pour la société globale, de ramener les classes à une quelconque systématisation fonctionnelle, car leur existence est, pour elle, le défi le plus grand. Songeons, par exemple, à la nation.[2] Se représenter la collectivité en termes ethniques ou en termes de classes : n'est-ce point une des questions, un des problèmes les plus décisifs qui tourmentent l'Occident depuis des siècles et qui ont gagné maintenant les pays en voie de développement ?

Le conflit mérite d'autant plus de nous retenir que la distinction des trois éléments des classes que nous avons évoqués paraît être tout aussi valable et même nécessaire pour la société globale elle-même. Ici encore,

---

1 Henri LEFEBVRE, « Psychologie des classes sociales », dans *Traité de sociologie*, sous la direction de Georges GURVITCH, Paris, Presses universitaires de France, 1960, II, 364 et suiv.

2 Mais on pourrait faire des remarques semblables à propos de la religion. Les enquêtes sur la pratique religieuse comme les études historiques récentes qui s'inspirent de la sociologie nous éclairent sur le clivage essentiel introduit par les classes sociales dans le catholicisme en tant que société globale. Par exemple, dans un excellent recueil d'études, François ISAMBERT écrit : « Il faut bien admettre qu'une fois dépassé le niveau morphologique, dont on ne doit pas méconnaître l'importance, on est amené à se situer à ce nœud des relations entre classes et religions qu'est la coloration socio-économique de certaines attitudes religieuses et la socialisation de certains rapports sociaux » (*Christianisme et classe ouvrière*, Paris, Casterman, 1961, 69).

on pourrait parler de *conscience*, de *psychisme* et d'*idéologie* de la nation. De même, la fonction intégratrice des idéologies est primordiale. Car on ne saurait rendre compte de la cohésion qu'implique la nation en évoquant seulement un vague sentiment d'appartenance. Par ailleurs, les facteurs dits « objectifs » (comme la langue, la religion, l'organisation politique) varient d'une nation à l'autre, et même, pour une nation donnée, selon les phases historiques. Et les groupements, à l'intérieur d'une nation, ne sont pas toujours d'accord sur les mêmes facteurs d'intégration : on pense, par exemple, aux perpétuelles discussions sur la nation canadienne-française et sur la nation canadienne. D'où la fonction déterminante des idéologies qui réunissent, dans une sorte de « théorie », des conditions préalables comme la communauté de langue, de religion, etc., tout en se nourrissant de la conscience diffuse de traits distinctifs et d'une relative opposition à des autruis (c'est-à-dire, à d'autres nations).

Le problème ainsi posé est particulièrement passionnant si on le traduit dans le contexte canadien-français. Nous sommes devant une nation qui s'est donné ses premières définitions idéologiques d'elle-même au moment où elle était encore une « société paysanne ». Elle a subi ensuite, à un rythme extrêmement rapide, l'impact de l'industrialisation. Si on ajoute à cela un angoissant voisinage avec l'Anglais et l'Américain, beaucoup plus riches et maîtres du pouvoir économique, on admettra qu'il s'agit d'un très beau cas où devraient nous apparaître certains mécanismes exemplaires de syncrétisme dans les définitions idéologiques des classes et de la société globale.

Durant un siècle — en gros, des années 1840 aux lendemains de la dernière guerre — une idéologie très organique a régné ici presque sans conteste. Nous ne reprendrons pas ici la démonstration du caractère unitaire de cette idéologie ; nous l'avons esquissée dans d'autres travaux [1] et, d'ailleurs, il existe à ce sujet une certaine unanimité des chercheurs canadiens-français. Nous nous attacherons plutôt, dans une première partie, à éclairer la constitution de cette idéologie et à repérer ses définiteurs en tâchant de déceler leur allégeance de classe. Nous analyserons brièvement, dans une deuxième partie, les grands thèmes de cette idéologie, en dégageant naturellement surtout la représentation des classes. Nous tâcherons enfin, dans une brève section finale, de formuler quelques hypothèses sur les remaniements impliqués par la crise profonde que traverse actuellement le Canada français. Nous nous imposerons ainsi un long détour historique, mais celui-ci est suggéré par la nature même du phénomène qui nous intéresse.

---

[1] Voir, en particulier, Fernand DUMONT et Guy ROCHER, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans *Le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Fayard, 1961, 13-39 (*Recherches et débats*, cahier n° 34).

I

L'antagonisme entre la colonie de peuplement et le comptoir commercial a marqué, et pour longtemps, les débuts de la colonisation française sur ce continent. Opposition de structures, mais aussi d'idéologies, renvoyant à des conflits de pouvoirs qui prenaient parti pour l'une ou l'autre conception : l'Église, les compagnies de commerce, la petite bourgeoisie coloniale. Au moment de la Conquête anglaise, le choix n'est pas encore vraiment assuré. Les explications déterminantes de cette indécision doivent sans aucun doute être cherchées sur le plan économique : capitaux insuffisants, faible population, territoire immense et mal structuré. Cependant, dès la fin du régime français, un secteur agricole commence à se stabiliser et, très vite, aux lendemains de la conquête, va s'accélérer le processus de confinement à l'agriculture. Au début du XIXe siècle, 80% de la population est rurale. Au surplus, la concentration démographique s'accentue. Vers 1830, les seigneuries sont remplies ; le colonisateur refuse de créer de nouvelles seigneuries et la concession des terres de la Couronne est contrôlée par l'oligarchie anglaise du Conseil exécutif. Le système seigneurial contribue, par ailleurs, à isoler la population canadienne-française des colons anglais.

Ainsi se forme progressivement une structure sociale que l'on peut qualifier sommairement en évoquant les typologies bien connues des « sociétés traditionnelles » ou des « sociétés paysannes ». Les liens sociaux les plus intenses se situent au niveau du *rang* [1] et de la paroisse. L'instruction primaire est peu développée [2] et ainsi fait défaut une des formes importantes de participation aux structures d'ensemble de la société. Les techniques agricoles sont routinières.[3]

Quels sont les groupements hiérarchiques susceptibles de définir cette société ?

Il y a d'abord le clergé. Dès les origines, l'Église avait naturellement opté pour la colonie de peuplement. Après une brève période où son rôle

---

1 Rappelons que le *rang* est un mode de peuplement rural typique du Canada français. « Il consiste en une disposition des maisons sur une ligne — le rivage des cours d'eau, ou une route — à quelque distance l'une de l'autre, chacune au début de sa parcelle. Celle-ci s'allonge perpendiculairement à la ligne générale du cours d'eau de sorte que chaque propriété forme une lanière parallèle à la propriété voisine . . . Chaque tenancier possède une façade sur le fleuve, puis sur la route, il peut trouver aide et secours chez son « premier voisin », la portion de route qu'il doit entretenir (et déneiger) est aussi réduite que possible par rapport à la superficie de l'exploitation puisque celle-ci s'allonge perpendiculairement à la voie » (Max DERRUAU, « À l'origine du rang canadien », *Cahiers de géographie*, nouv. série, 1, octobre 1956, 39).

2 En 1789, 4,000 personnes seulement sur 140,000 savent lire (L. GROULX, *L'enseignement français au Canada*, Montréal, Granger, 1931, I, 51). En 1825, dans une pétition politique de 87,000 personnes, 78,000 ont dû marquer leur adhésion d'une croix, ne sachant pas écrire leur nom.

3 Voir Fernand OUELLET et Jean HAMELIN, « La crise agricole dans le Bas-Canada (1802-1837) », *Études rurales*, 7, octobre-décembre 1962, 36-57.

a confiné à la théocratie, son autorité a beaucoup diminué sous le régime français. Mais, avec la Conquête anglaise, elle prend largement la place des anciennes élites déjà compromises et elle devient l'intermédiaire tout désigné entre le peuple et le conquérant. Seule capable d'opposer à ce dernier l'image cohérente d'une société globale originale, elle plonge aussi ses racines dans le rang et la paroisse, dans la solidarité paysanne. Aux facteurs spontanés de cohésion propres à une « société traditionnelle », elle superpose déjà une définition d'ensemble du milieu.

L'aristocratie des seigneurs voit sans cesse décliner un prestige qui n'a jamais été très grand. Sous le régime français, les seigneurs étaient trop pauvres et trop peu formés techniquement pour jouer le rôle d'agents de colonisation que leur avait confié la métropole. Sous le régime anglais, ils chercheront à se maintenir en place par le *flirt* avec le conquérant, réclamant des places dans l'armée et mariant leurs enfants avec des Britanniques. Le peuple déteste volontiers ces aristocrates, qui sont aussi méprisés par la bourgeoisie coloniale anglaise pour qui ils symbolisent l'antithèse de la société commerciale à édifier.

Au début du XIXe siècle, apparaît une bourgeoisie canadienne-française originale. Jeunes gens pauvres, issus des collèges classiques, ils pratiquent des professions libérales comme le droit, la médecine, l'arpentage, etc. Bien vite, ils seront trop nombreux pour le volume de la population. La Chambre d'assemblée, accordée par le conquérant en 1791, leur fournira une plate-forme pour élaborer une définition idéologique de la société globale, où il faut distinguer au moins trois couches de signification. Ils réclament leur part des emplois publics. L'opposition de races se double ainsi d'une opposition d'intérêts de classes. Plus profondément encore, on sent chez ces fils de la société traditionnelle une sorte de malaise envers un « modèle » de société commerciale symbolisé par l'homme d'affaires britannique. Je verrais une belle illustration de ces divers sentiments obscurément emmêlés dans une lettre qu'écrivait à sa femme, en décembre 1828, le leader de cette bourgeoisie professionnelle. Papineau se trouvait à Québec pour la session du Parlement et il avait reçu des invitations à dîner « toutes anglaises ». « Eux seuls (les Anglais) dans Québec, écrit-il, ont le ton et la fortune nécessaire pour recevoir. Il n'y a pas une seule maison canadienne qui le puisse faire. Les ressources du pays sont dévorées par les nouveaux venus et quoique j'ai le plaisir de rencontrer parmi eux des hommes instruits, estimables, qui me voient avec plaisir, la pensée que mes compatriotes sont injustement exclus de participer aux mêmes avantages m'attriste au milieu de leur réunion et me rendrait le séjour à Québec désagréable ». Cette confidence permet déjà de voir comment cette bourgeoisie canadienne-française trahit par rapport à l'Anglais les réactions typiques d'une classe moyenne. Nous aurons l'occasion d'examiner plus à fond les profondes répercussions de cette attitude.

L'Église et la bourgeoisie libérale devaient entrer en conflit aussi bien dans les assises de leurs pouvoirs respectifs que dans leurs définitions de la collectivité. La puissance du clergé des paroisses n'est pas sans porter ombrage à l'avocat, au médecin ou au notaire avides d'emprise sur le peuple.[1] Au plan de la société globale, les leaders de la bourgeoisie s'inspirent d'abord du libéralisme britannique, puis, à partir des années 1830, de l'idéal démocratique américain et français. Le conflit devient très aigu au moment de la rébellion de 1837-38. L'échec de cette dernière, l'Acte d'Union de 1840, vont provoquer un remaniement radical des pouvoirs et des définitions idéologiques. C'est à ce moment historique qu'il faut situer, à mon sens, les choix décisifs qui vont marquer, pour un siècle, la représentation idéologique de la collectivité et des classes sociales.

D'abord, les assises de la bourgeoisie professionnelle se modifient. L'Union des Canadas qui devait être, dans l'esprit du pouvoir colonial, un moyen d'assimilation des Canadiens français, provoque en fait une coalition parlementaire des libéraux des deux groupes ethniques ; parallèlement, une faction conservatrice se constituera aussi. Avec l'avènement du « gouvernement responsable », une part des emplois publics est maintenant à la disposition du « patronage » des députés. S'en trouvent périmés des éléments importants des objectifs et des énoncés idéologiques qu'avait entretenus jusqu'alors la bourgeoisie professionnelle.

Par contre, la définition de la situation de la collectivité va pouvoir se nourrir de nouveaux problèmes. L'émigration de la paysannerie se poursuivait depuis plusieurs décennies : c'est au cours des années 1840 que l'on en prend conscience comme d'un phénomène tragique. De même, apparaît alors dans toute son acuité l'infériorité économique des Canadiens français par rapport aux Anglo-Saxons. L'encombrement des professions libérales provoque moins des attaques politiques que des plaidoyers pour l'industrie. On en arrive même à un procès du rôle politique qu'avaient voulu jouer presque exclusivement jusqu'alors les leaders de la bourgeoisie. À la tribune de la jeune bourgeoisie que constituait alors l'Institut canadien, un orateur prétend que « la jeunesse a été négligée, abandonnée, oubliée par les hommes de son origine, qui tout en combattant avec patriotisme pour la cause de la nationalité et de la liberté, n'ont jamais pensé à fonder des établissements où les jeunes Canadiens se seraient préparés à lutter dans le commerce, dans l'industrie, dans l'agriculture, sources fécondes de richesses et d'influence, contre les ennemis du Canada français. Ils ont renversé un système irresponsable et conquis un gouvernement constitutionnel : la lutte a été longue et acharnée, la victoire est belle, complète et glorieuse.

[1] On peut en voir, par exemple, un indice dans le bill adopté par l'Assemblée, en 1831, statuant que tous les notables de la paroisse peuvent assister aux réunions où doivent se faire l'élection de nouveaux marguilliers ou la reddition des comptes. Combattu par des pétitions des évêques et du clergé, le projet est finalement écarté par le Conseil législatif composé surtout d'Anglo-protestants.

Mais la population franco-canadienne est-elle mieux, plus avancée ? Guère, Messieurs . . . » [1] Dans ses conférences devant la même association, un aîné qui a joué un rôle éminent dans les anciens combats idéologiques, le journaliste Étienne Parent tient à marquer, lui aussi, sur un ton évidemment plus modéré, la nouveauté des tâches de la bourgeoisie.[2]

À travers le diagnostic que portent les jeunes bourgeois des années 1840, la société traditionnelle est évaluée par rapport à ses problèmes de structure beaucoup plus profondément que dans les idéologies antérieures. Mais cette société se jauge aussi au plan de ce qui, dans l'avenir, sera considéré par les générations successives comme ses difficultés permanentes. En effet, j'ai été frappé, comme d'autres chercheurs j'imagine, par la réapparition périodique dans les divers mouvements de jeunesse, jusqu'aux années 1950, des thèmes principaux du procès institué par les jeunes bourgeois de 1840 : mêmes attaques contre l'exclusive des professions libérales, mêmes dénonciations de l'inflation de la politique, insistances semblables sur notre infériorité économique. On a l'impression que notre société s'est donné ainsi, par la voix de sa bourgeoisie, ses thèmes permanents de contestation.

On aura, je pense, quelque explication de cette permanence si on considère un autre aspect, plus important encore, du choix décisif que la génération de 1840 a été amenée à faire quant à la définition de la société globale. Nous ramènerons ce choix à un schéma dépouillé. D'une part, dans la ligne des idéologies antérieures à la Rébellion, la société, le peuple pouvait être défini sous la figure de la démocratie politique : l'opposition aux pouvoirs oligarchiques de tous ordres (royauté, clergé, etc.) renaît avec virulence dans les années 1840, et la révolution de 1848 la nourrit de nouvelles images. D'autre part, la société, le peuple pouvait être identifié à la nation menacée, isolée au sein du continent. J'ai le net sentiment, et je voudrais l'étayer ailleurs de preuves étendues,[3] qu'on a senti, à l'époque, l'incompatibilité de ces deux options pour une définition de la situation et de l'avenir de la société globale. Dans la première voie, celle de la démocratie, la réalisation des objectifs paraissait impliquer, entre autres choses, l'annexion aux États-Unis. Cela est illustré par l'évolution rapide des jeunes membres de l'importante association de jeunesse de l'époque, l'Institut canadien, dont j'ai parlé déjà : fortement nationaliste au départ, le groupement s'interroge quelques années plus tard sur l'opportunité de maintenir l'existence de la nationalité canadienne-française ; un scrutin tranche pour l'affirmative, mais à la majorité d'une voix . . . Le défi fondamental, le

---

[1] James HUSTON, « De la position et des besoins de la jeunesse canadienne-française » (1847), conférence recueillie dans *Le Répertoire national*, IV, 1893, 122 et suiv. (le passage cité est aux pp. 128 et 129).

[2] Dans des conférences reproduites également dans *Le répertoire national*, IV, 1 et suiv. Voir surtout p. 27 et suiv.

[3] Dans un ouvrage en préparation sur le développement de la conscience historique et des idéologies au Canada français.

point décisif de l'option libérale concernait le clergé : la survivance de la nationalité supposait la renonciation à la lutte contre l'Église qui était considérée alors comme un des pouvoirs oligarchiques les plus puissants — mais aussi comme l'armature principale de la nation. C'est ce qu'avait compris Papineau, pourtant leader et symbole du libéralisme, qui n'avait plus la foi depuis sa jeunesse, mais qui écrivait pourtant à son fils : « Le catholicisme est partie de notre nationalité qu'il faut avouer en toute occasion. L'opposition au catholicisme est moins souvent indépendance de conviction ou de caractère que flagornerie pour un gouvernement protestant, ce qui pour un Canadien, serait lâcheté ».[1] Se plaçant sur un plan plus général, un autre leader dont nous avons souligné l'importance dans les luttes idéologiques antérieures, me paraît bien marquer aussi l'incompatibilité des deux options : « On ne peut se cacher que le régime de la liberté demande, pour un être vraiment avantageux, des idées et des habitudes d'ordre, une certaine expérience des choses publiques, que ne peuvent avoir les peuples nouvellement émancipés ».[2]

C'est la seconde option qui l'emporta. Pour l'idéologie triomphante, la société globale ce fut la nation ; la liberté, ce fut celle de la nationalité. Le choix fondamental qui devait être l'axe de l'univers idéologique ultérieur était désormais déterminé. Il fut effectué, ne l'oublions pas, avant le processus d'industrialisation qui devait gagner notre milieu à un rythme extraordinairement rapide. Il livrait donc à notre société une définition d'elle-même qui est avant tout une consécration de la structure traditionnelle ; on soupçonne déjà selon quelle logique fragile cette idéologie aura à intégrer l'industrie et les classes sociales. On peut faire la même remarque au sujet des définiteurs de l'idéologie mis alors en place pour longtemps : l'autorité cléricale et une bourgeoisie libérale représentée par le politicien. Voilà une élite qui aura beaucoup de mal à donner un sens à l'industrialisation qui viendra.

II

De l'idéologie dominante qui, de 1850 aux années 1950, a servi de conscience de soi au Canada français, nous tenons déjà le noyau : la représentation d'une nation nourrie des imageries puisées dans une société rurale antérieure. Devant l'impact de l'industrialisation, ce qui fut d'abord une *constatation* sera traduit résolument en terme de *vocation*. Tout un système de compromis sera élaboré pour donner quand même un sens au nouveau milieu industriel et à l'avènement d'une classe ouvrière.

---

1 Cité par Lionel GROULX, « Les idées religieuses de Louis-Joseph Papineau », dans *Notre maître le passé*, Montréal, Granger, 1936, II, 199.

2 *Le répertoire national*, IV, 43.

Si toute idéologie est l'analogue d'une rationalisation, jamais, peut-être, on n'aura pu l'apercevoir aussi nettement à partir d'un cas particulier.[1]

L'idéal de cette idéologie se ramène à une société organique, à une sorte de vaste famille. Il me paraît tout à fait erroné de voir là, comme plusieurs l'ont fait, une systématique bourgeoise de l'« ordre social ». Cet idéal repose, bien au contraire, sur un refus de la richesse — celle-ci étant considérée comme le symbole même du monde anglo-saxon. Voici un texte entre bien d'autres. Henri Bourassa, qui fut le chef le plus prestigieux du nationalisme canadien-français, écrivait en 1919 : « Qu'on ne s'y trompe pas : la prospérité matérielle et la résistance économique du peuple canadien-français ne dépendent pas de l'acquisition de grosses fortunes individuelles par les méthodes anglaises et américaines, mais de la croissance normale, constante et générale du patrimoine de la race par la pratique des vertus domestiques héritées de la France. Cent habitants qui économisent chacun cent piastres par année valent infiniment plus à la province de Québec que dix hommes d'affaires qui réalisent un bénéfice annuel de mille piastres chacun. Les sommes sont égales : la valeur économique et sociale de la première vaut dix fois plus pour la collectivité que la seconde ».[2]

Cette attitude envers la richesse s'accompagne d'un refus de l'industrialisation telle qu'elle s'est effectivement produite ici. On ne lui reproche pas seulement d'avoir été l'œuvre des Anglo-Saxons, mais aussi d'avoir été trop considérable et trop rapide. Si on plaide pourtant pour l'industrie au nom de motifs patriotiques, c'est avec beaucoup de repentirs. Déjà, au milieu du XIXe siècle, Étienne Parent exalte, à l'intention de ses jeunes compatriotes, le rôle de la grande bourgeoisie américaine ; mais, selon lui, les mêmes qualités d'initiative pourraient ici être mises au service de l'agriculture. Chez d'autres chefs nationalistes ultérieurs, on retrouve des idées semblables : on prône une petite ou une moyenne industrie qui prolongerait l'agriculture.[3]

C'est que la méfiance envers l'industrialisation s'accompagne d'une profonde rancœur envers l'urbanisation. L'auteur d'un manuel d'éducation nationale assez récent et qui connut une grande diffusion résume sur

---

1 Toute exégèse d'une idéologie doit faire appel à des textes nombreux, de manière à faire ressortir l'importance, la fréquence et la liaison des thèmes. Dans les limites qui nous sont imparties ici, on voudra bien considérer les quelques textes que nous citons comme des illustrations plutôt que comme des preuves. Nous disposons de dossiers considérables dont nous ferons état ailleurs. Du moins avons-nous pris soin de ne citer que des leaders nationaux de premier plan et dont l'influence a été incontestable sur la constitution et la diffusion de l'idéologie analysée.

2 Henri BOURASSA, *Syndicats nationaux ou internationaux ?* (reproduction d'articles parus dans le journal *Le Devoir*), 1919, 42. L'auteur parle ailleurs du « culte intense de l'or et du confort matériel qui caractérise la civilisation anglo-saxonne » (p. 16).

3 Voir, en particulier, les textes recueillis par Pierre Elliot TRUDEAU dans le chapitre introductif de l'ouvrage collectif sur *La grève de l'amiante*, Montréal, Les Éditions de Cité libre, 1956, 17.

ce point une longue tradition et en donne le ton lorsqu'il écrit : « La grande ville est essentiellement un phénomène particulier au grand régime capitaliste d'inspiration étrangère ; elle apparaît comme la tentative de monopoliser en quelque sorte, du moins dans ses plus hautes manifestations, toute la vie d'une nation ».[1] Prenons-y garde : il n'y a point là une répugnance qui s'inspirerait de quelque principe abstrait. Pour l'idéologie dont nous parlons, l'agriculture est le milieu par excellence où s'est élaborée et où se conserve encore l'innéité nationale. Ici encore se dessine l'idée que la *nature* de la nation était donnée avant les transformations provoquées par l'industrialisation ; pour durer, la société globale doit conserver le terreau qui l'a nourrie, c'est-à-dire un milieu rural en continuité avec la société paysanne traditionnelle. Un autre leader, économiste celui-là, qui exerça il y a quelques décades une grande influence, déclarait en se sens : « La paysannerie est une constante de notre histoire . . . Les premiers colons ont été recrutés dans les milieux héréditairement paysans, et cela, à la fin expresse de doter le Canada d'une population de terriens. Cette qualité persiste en nous, comme en témoignent notre attachement à la terre, ainsi que les pressions, qui en tout temps, mais surtout aux époques de crises, s'exercent sur les pouvoirs publics en faveur de la colonisation. Nos compatriotes anglo-saxons n'agissent pas de même ; ils ne comprennent rien à nos attitudes ».[2]

De ces trois thèmes principaux se dégage une vision de la société idéale. Ce doit être une société où la primauté de l'agriculture assure la permanence des traditions, où règnent la paix sociale et des relations du type familial. On n'y rencontrerait pas de grandes inégalités de richesses. Par là, elle s'opposerait aux sociétés anglo-saxonnes, artisanes du capitalisme, de la révolution industrielle et de l'urbanisation. Il y a là, n'est-il pas vrai, une figure originale d'une société sans classes . . . Cette conception idéale repose sur une sélection des éléments d'une définition de la situation des Canadiens français. Ils peuvent être ramenés à trois : nous sommes pauvres ; nous sommes Français et catholiques ; l'Anglo-Saxon exerce sur nous un pouvoir économique écrasant. Ce sont ces trois éléments de la situation qui seront érigés en « principes » et qui permettront à l'idéologie d'atteindre aux plus hauts sommets de la déduction abstraite.[3]

---

1 Richard ARÈS, *Notre question nationale*, I, 4e éd., Montréal, 1945, 148.

2 Esdras MINVILLE, « La bourgeoisie et l'économique », dans *L'avenir de notre bourgeoisie*, Montréal, 1929, 34-35.

3 Dont on trouve un exemple extrême dans le copieux ouvrage d'Esdras MINVILLE, *Le citoyen canadien-français*, Montréal, Fides, 2 vol., 1946. « Ce livre, écrit l'auteur, n'apporte rien de neuf. Un seul mérite : grouper, selon un certain ordre, des idées qui, depuis les origines même de notre histoire, hantent les esprits — à l'état épars, et sans cette incidence directe aux faits qui leur conférerait valeur de directive — et dont personne, à notre connaissance, n'avait encore tenté la synthèse » (Avant-propos, 13).

Nous tenons ainsi, me semble-t-il, et à divers niveaux, les coordonnées de la représentation des classes sociales inhérentes à l'idéologie.

Le trait fondamental, celui qui commandera tout le reste et qui explique plus que d'autres l'ambiguïté de la conscience de classe chez l'ouvrier d'ici, c'est le sort fait à la bourgeoisie. D'une part, il y a la bourgeoisie anglaise. Sans cesse, son procès est repris. Elle représente moins une classe que le pouvoir économique étranger. Ce qui, ailleurs, aurait servi de ferment à la révolte ouvrière est, ici, dirigé contre l'étranger, mais selon la même logique. « J'appelle régime économique inacceptable, écrivait un éminent nationaliste, un régime qui, pour ses besoins premiers et vitaux, met la majorité, la population autochtone, à la merci ou à la remorque de la minorité, lui inflige l'humiliation collective en faisant d'elle un peuple de manœuvres et de domestiques ».[1] Il disait aussi : « Ce ne sont pas seulement des classes qui sont opprimées, mais une nation ». Sur ce point, on pourrait citer à l'infini. Ce qui favorise cette traduction de la conscience de classe en termes de conflits nationaux, ce n'est pas seulement, notons-le, le contrôle effectif, et que chacun peut vérifier, du pouvoir économique par les Anglo-Saxons, mais aussi l'idéal, que nous avons rappelé, d'une société peu différenciée d'où les riches seraient absents.

Il y a aussi une bourgeoisie canadienne-française, et l'idéologie le constate sans réticence. Mais, ici encore, la présence de l'Anglais lui enlève sa consistance. On peut en balayer d'un trait la signification : « La révolution industrielle, écrit un idéologue, en marquant chez nous la défaite du génie français dans l'ordre économique a directement affecté nos classes dirigeantes. Elles n'ont pu, pour la plupart, en face du mercantilisme triomphant, conserver intacte leur âme française. Disons-le tout net : leur attitude à l'égard de la terre n'a pas été une attitude canadienne-française et leur façon d'envisager le problème rural procède bien plus de l'esprit anglo-saxon que de l'esprit français ».[2] Mais le jugement est parfois plus subtil. Un chef nationaliste a tenté, un jour, d'analyser les couches de notre bourgeoisie devant un congrès de jeunes bourgeois. Il en distinguait trois. Les deux premières sont rangées en gros sous la catégorie de *snobs*. Tout en haut, se situent ceux qui « n'ont rien à voir et ne veulent rien avoir de canadien-français. Pour ces parvenus, adorateurs du veau d'or et du veau d'argent, nous sommes par trop une race de pauvres gens ; nous ne sommes pas assez chics » . . . Il y a aussi, en nombre beaucoup plus infime, ceux qui « dans leur cabinet de travail, se sont constitué une petite France . . . ». Il y a encore les indifférents ; ce sont les plus nombreux. « Ils parlent français ; ils parleraient tout aussi bien l'anglais . . . Ils portent leur argent, où cela leur plaît, où cela

---

[1] LIONEL GROULX, *Directives*, Montréal, 1937, 71.

[2] Richard ARÈS, *op. cit.*, I, 156.

s'adonne. Que le facteur économique ait un rôle à jouer dans la vie des leurs, ils n'en savent rien ; ils n'en veulent rien savoir ». Et le même auteur s'élevait à une constatation générale : « Une classe se détache du gros de la nation, prend l'habitude de vivre en marge ».[1] On le voit : la présence d'une bourgeoisie, susceptible de provoquer une opposition de classe, est diluée dans le diagnostic nationaliste. Reste une « bonne bourgeoisie » (car ces idéologues ne sont pas socialistes), mais l'aire de son pouvoir est nettement circonscrit : « Nous ne proposons la recherche de la richesse matérielle que pour en faire le fondement de notre supériorité intellectuelle et morale ».[2]

La référence à la nation brise donc la hiérarchisation que supposerait la représentation continue des classes. La bourgeoisie anglaise et une certaine bourgeoisie canadienne-française (la plus riche, en fait) sont pratiquement éliminées du corps social. La condamnation aurait pu être portée au nom d'une idéologie « de gauche » ; elle l'est, en fait, au nom d'une idéologie que l'on ne saurait qualifier simplement comme étant « de droite ». Ce que l'idéologie appellera tout de même « bourgeoisie », en lui reconnaissant une valeur positive, désigne en fait une classe moyenne. Celle-ci serait le sommet de la société idéale. Il est d'ailleurs fort possible que l'idéologie ait tout simplement consacré ainsi le groupement qui la supportait dans la société canadienne-française d'avant 1940.

Reste la classe ouvrière. Pour la situer, l'idéologie oscille entre trois voies divergentes. En un sens, elle lui accorde une énorme importance puisqu'elle en fait le symbole de la prolétarisation de la nation. Mais, du même coup, elle masque sa signification du point de vue des rapports de classes. Par ailleurs, l'ouvrier est dévalorisé si on le compare à l'agriculteur : celui-ci est, nous l'avons vu, le véritable titulaire des vertus de la nation et l'authentique continuateur de la tradition nationale. Enfin, la classe ouvrière n'est qu'une partie de la nation. C'est là sa première solidarité, et non avec les ouvriers anglais ou américains.

À ce point, c'est toute l'opposition de l'idéologie traditionnelle au syndicalisme américain qu'il faudrait retracer. Les arguments se ramènent à deux points essentiels : l'affiliation à de telles unions ouvrières grossit le capital américain ; l'efficacité syndicale suppose l'unité de coutumes, de langue, etc.[3] De là est sorti le syndicalisme national et catholique.

---

1 Lionel GROULX, « La bourgeoisie et le national », dans *L'avenir de notre bourgeoisie, op. cit.*, 95, 97, 99.

2 Lionel GROULX, *Directives, op. cit.*, 25.

3 En 1919, un éminent chef nationaliste consacrait une copieuse brochure à la question. Il écrivait, par exemple : « Tout en se protégeant efficacement contre les empiétements illégitimes des autres classes et particulièrement des patrons, les travailleurs ont le devoir et c'est leur intérêt, de placer leurs organisations professionnelles dans l'ambiance des principes, des coutumes, des croyances de la population dont ils font partie, de la communauté nationale dont leurs associations ne sont que des cellules constructives » (*Syndicats nationaux ou internationaux?*, 13. Voir aussi pp. 11-13, 24, 41, 45, 46).

Son premier président général nous a laissé un livre où il raconte son passage du syndicalisme international à la C.T.C.C. en essayant de reconstituer ses hésitations du moment. C'est un document capital sur la conscience de classe au début de ce siècle et sur son affrontement avec l'idéologie nationaliste. Je retiendrai cet extrait d'une lettre de lui, et qu'il cite, adressée au chef nationaliste Henri Bourassa (probablement en 1916) : « Après la lecture de votre livre *Hier, aujourd'hui, demain,* je me suis demandé dans quelle mesure le mouvement unioniste du Canada pourrait appuyer le nationalisme. Réflexion faite, j'en vins à croire que le mouvement unioniste international actuel constitue une forte entrave à la diffusion des idées nationalistes parmi les classes laborieuses et, partant, elle affermit ma conviction, encore toute récente, que le syndicalisme en ce pays doit devenir véritablement canadien. En effet, plus j'étudie le nationalisme, plus je me rends compte de la nécessité pour toutes les forces nationales, de collaborer à l'œuvre commune qu'il poursuit . . . Loin de moi pourtant la prétention que nos unions canadiennes doivent renoncer entièrement au principe international ; mais je soutiens qu'il faut qu'elles apprennent à l'envisager sous un angle plus patriotique et à servir seulement sous l'empire et dans l'esprit du patriotisme ».[1]

Dans ce texte, que j'ai tenu à citer un peu longuement, on peut reconnaître les embarras caractéristiques de la conscience ouvrière au Canada français.

III

Depuis vingt ans, l'idéologie traditionnelle du Canada français est remise en question. L'unanimité qu'elle supposait a été compromise par la diversité des courants de gauche et de droite qui se sont affermis dans notre milieu. Ces prises de position projettent sur notre passé des éclairages trop divers pour ne pas nous laisser incertains sur nos allégeances à la société globale. Par ailleurs, les justifications que des partis de droite ont cherchées dans les clichés du nationalisme de naguère ont contribué à le discréditer. Enfin, le privilège accordé au milieu rural ne pouvait résister longtemps devant la constatation maintenant courante que le pays est très urbanisé et qu'une grande partie de son sol est peu propice à l'agriculture.

Faut-il affirmer, pour cela, que l'idéologie traditionnelle est tout à fait morte ? Elle est contestée : ce qui n'est pas la même chose.

Le vieux rêve étant compromis, on a pu observer d'abord ce que j'appellerais « la tentation du vide idéologique ». Et ce, dans deux directions opposées. À la fin, le nationalisme traditionnel s'est coupé de ses attaches concrètes (une certaine tradition nourrie d'histoire, les symboles paysans)

---

[1] Alfred CHARPENTIER, *Ma conversion au syndicalisme catholique,* Montréal, Fides, 1946, 54-55.

pour s'élever à une sorte de systématique simple et abstraite de la communauté nationale. « Français et catholiques », posait-on d'abord, pour déduire ensuite l'avenir de la nation. L'idéologie se réduisait à des *principes* et perdait ainsi sa faculté de définir des conjonctures déterminées. À l'opposé, l'idéologie était contestée par ses adversaires au nom de *principes* également abstraits : démocratie formelle, subordination du national à des fins plus générales, etc. De part et d'autre, on proposait une sorte de conscience sans contenu historique. Aussi, ce ne fut qu'un intermède et la recherche recommença d'une définition de la société globale.

Nous assistons présentement à l'émergence d'un néo-nationalisme. Sous bien des aspects, il ressemble singulièrement à l'ancien. Sans doute parce que celui-ci était moins irréaliste qu'on l'a dit. En tout cas, les dimensions de la situation qu'il avait mises en évidence, certaines des antinomies qu'il avait perçues réapparaissent, et presque dans les mêmes termes, comme problème à résoudre. Par exemple, le thème de la quasi-identification de la nation et de la classe prolétarienne redevient à la mode. On le retrouvait l'an dernier dans une retentissante déclaration d'un chef séparatiste ; il est assez courant dans les milieux socialistes. Peut-être est-il possible à l'analyse sociologique, sans se faire partisane et sans non plus prophétiser, de prévoir les issues possibles de ces idéologies en gestation.

Deux traits principaux paraissent les distinguer de l'ancienne idéologie unitaire : le rôle important accordé à l'État, la volonté résolue d'une ample politique industrielle dont les Canadiens français auraient la maîtrise. L'un et l'autre de ces thèmes sont partagés aussi bien par les factions de droite que par celles de gauche, dans une sorte de confusion qui ne saurait durer bien longtemps. Il n'est pas téméraire de croire que c'est la place explicite faite à la représentation des classes qui va marquer bientôt la ligne de clivage.

L'encouragement apporté par l'État à l'industrie canadienne-française (on pense, par exemple, à la Société générale de financement) favorise la petite bourgeoisie — celle-là même qui, avec la bourgeoisie professionnelle, semble avoir soutenu l'idéologie nationaliste traditionnelle. Il n'est pas impossible même qu'une fraction de la grande bourgeoisie d'origine canadienne-française qui, pour accéder aux grandes affaires, s'était faite anglaise trouve dans l'actuelle agitation de notre milieu l'occasion d'une révolte contre ses alliances habituelles et rallie le nationalisme. On en perçoit déjà certains signes. Ce serait là une première façon de dépasser les contradictions de l'idéologie traditionnelle.

Mais il est une autre voie possible — et j'ai l'impression que ce sera celle que prendra la tendance de gauche. L'idéologie traditionnelle ne nous reconnaissait en propre tout au plus qu'une petite bourgeoisie, pour ne pas dire presque uniquement une classe moyenne. Il est possible qu'une idéologie de gauche pousse jusqu'au bout la logique de cette consta-

tation et prône résolument un développement social qui économise la constitution d'une bourgeoisie nationale pour s'appuyer sur des élites déjà existantes dans notre milieu, mais à qui fait défaut encore une idéologie coordonnatrice. Je pense aux militants ouvriers, aux militants ruraux des mouvements coopératifs, aux jeunes fonctionnaires de l'État du Québec, aux jeunes fonctionnaires aussi qui se sentent étrangers dans les cadres de l'administration fédérale, aux jeunes techniciens des grandes entreprises étrangères. Ce serait, là encore, une manière de lever les antinomies de l'idéologie traditionnelle tout en prolongeant certaines de ses tendances.

En somme, du statut que l'on donnera à la bourgeoisie nationale dans les nouvelles idéologies dépendront les prochaines redéfinitions de la société globale. Indépendamment de son choix personnel, le sociologue canadien-français a actuellement la chance inouïe de pouvoir observer, à propos d'un cas passionnant, la tragique évolution d'une société à la recherche d'une conscience de soi.

Fernand DUMONT

Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.